

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 8 décembre 2021**  
(Convocation du 1<sup>er</sup> décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	53
• Voix	322
<b>Présents</b>	
• Nombre	32
• Voix	208
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	33
• Voix	209
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



**OBJET : Ressources humaines / Création d'un emploi non permanent d'Ingénieur (contrat de projet) pour la mise en œuvre du projet expérimental « Mieux reconstruire après inondation » MIRAPI (art. 3 II de la loi 84-53 du 26 janvier 1984)**

### **Exposé des motifs :**

Monsieur le Président rappelle que par décision en date du 29 septembre dernier, le comité syndical a validé le principe d'un portage par l'EPTB de l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, à la demande de l'État et pour son compte.

Il expose à l'assemblée délibérante que pour mener à bien le projet, il convient de créer un emploi non permanent d'ingénieur tel que décrit ci-après.

Afin d'assurer les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps complet (35/35<sup>ème</sup>) du grade d'Ingénieur (catégorie A), pour mener à bien le projet ou l'opération suivante :

- Animation et portage du dispositif MIRAPI faisant l'objet d'une convention avec les services de l'État.

Ce contrat de projet est ouvert à compter de 2022, à date de signature, pour une durée maximale de deux ans.

À défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée ou si le projet ou l'opération a été atteint. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevé au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent recruté sur cet emploi sera chargé d'assurer les missions suivantes :

- animer la démarche en concertation avec l'ensemble des partenaires et en particulier les collectivités territoriales concernées ;
- dimensionner les besoins techniques et financiers de la démarche ;
- réaliser les parties techniques des cahiers des charges, assurer le suivi des opérations, les évaluer et en diffuser les résultats ;
- assurer le suivi technique, administratif et financier des démarches, dont l'élaboration, l'accompagnement et le suivi des dossiers de subvention auprès des financeurs ainsi que des conventions de partenariat ;
- réaliser des actions d'information et de sensibilisation des différentes parties prenantes par la rédaction et la diffusion des différents documents (état des lieux, comptes-rendus, diaporamas, notes...) ;
- communiquer, en coordination avec les collectivités locales, sur la démarche auprès de la population et l'accompagner dans la réalisation des travaux ;
- assurer une veille bibliographique et réglementaire sur la mise en place d'actions de réduction de vulnérabilité des biens d'habitation ;
- évaluer le dispositif en analysant les résultats des opérations menées sur le territoire et en faisant le bilan de la démarche.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant :

Bac + 4/5, formation dans le domaine de la prévention des risques ou de la gestion de projet territoriaux.

L'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A.

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1<sup>er</sup> du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 II,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,



Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels et notamment son chapitre 1<sup>er</sup>,  
Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

## LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

### DECIDE

#### Article 1

- de créer un emploi non permanent à temps à temps complet (35/35ème) du grade d'Ingénieur (catégorie A), pour mener à bien le projet ou l'opération suivante : Portage et animation par l'EPTB de l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI),
- que l'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public d'une durée de deux ans maximum conformément à l'article 3 II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement

#### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE